TL 1445-156

PAX ROMANA

MIEC-IMCS — Mouvement International des Etudiants Catholiques
International Movement of Catholic Students

MIIC-ICMICA — Mouvement International des Intellectuels Catholiques
International Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs

Consultative status with the Economic and Social Council of the United Nations and with UNESCO

Sous-Commission de la lutte
contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités
41ème session - le 18 août 1989
Point 6 de l'ordre du jour

Sur la violation des droits de l'homme

en BIRMANIE et au TIMOR ORIENTAL

par Luísa Teotónio Pereira

MIEC-IMCS
171, rue de Rennes
F - 75006 Paris (France)
tél. 544 70 75

MAILING ADDRESS
PAX ROMANA
B.P. 85
CH - 1211 Genève 20-CIC
(Switzerland)

MIIC-ICMICA
37-39, rue de Vermont / B.P. 85
CH - 1211 Genève 20-CIC
tél. 022 / 33 67 40

Par ailleurs,Monsieur le Président,nous partageons l'opinion de Monsieur VAN BOVEN lorsqu'il suggère,au paragraphe 13 de la deuxième partie de son rapport, qu'on doit " promouvoir le dialogue interconfessionel et la recherche d'un terrain d'entente dans le domaine de l'éthique". Avec d'autres organisations chrétiennes, PAX ROMANA a promu le dialogue interconfessionel dans de nombreux pays pour arriver semble à 1 point de vue commun à travers les religions et les croyances,dans l'effo de préserver et de promouvoir la dignité humaine,la justice et la paix dans le monde. Dans notre propre expérience,on est loin d'épuiser l'immensité cet effort, bien que nous ayons obtenu un succès auprès des autres religions,obtenu leur confiance,un respect mutuel et une ouverture du dialogue.

Monsieur le Président,les organisations chrétiennes comme la notre ont entamé ce processus à un niveau de base auprès des communautés locales de croyants et des formations religieuses de base.Nous croyons que les gens de la base (par exemple les Communautés Chrétiennes de Base) doivent participer activement au dialogue interconfessionel,car ce sont ces gens qui sont en effet les "sujets" de nos effort ici et ce sont ces gens qui sont aussi les "victimes" de l'intolérence religieuse.

Merci Monsieur le Président.

Pour PAX ROMANA,

Yama ISSENGHE

PAX ROMANA

MIEC-IMCS — Mouvement International des Etudiants Catholiques
International Movement of Catholic Students

MIIC-ICMICA — Mouvement International des Intellectuels Catholiques
International Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs

Consultative status with the Economic and Social Council of the United Nations and with UNESCO

Monsieur le Président

Pax Romana voudrait bien mettre l'accent sur la situation de deux pays, en ce qui concerne le point 6 de l'ordre du jour, pour attirer votre attention sur la violation continue des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Monsieur le Président, Pax Romana est toujours concerné par la situation des droits de l'homme en Birmanie. Bien que nous saluions les efforts pour la réalisation des élections générales en mai 1990, nous sommes concernés par l'intimidation et la répréssion du mouvement d'opposition démocratique à l'abri de la Loi Martiale 2/89. Nous annexons à cette intervention une copie de la "Déclaration et Appel à l'Action" adoptée par le "Forum International et Rencontre Information-Action sur la Birmanie", tenu à Bangkok, en mai 1989, auquel ont participé plus de 50 réprésentants de mouvements d'étudiants, d'organisations pour les droits de l'homme et de groupes d'action en provenance de 14 pays d'Asie.

Monsieur le Président

Pax Romana et beaucoup d'autres organisations et mouvements chrétiens continuent à suivre de près la situation au Timor Oriental et l'on estime avec une grande préocupation que l'état des violations des droits de l'homme est devenu encore pire dans les derniers mois.

Nous avons reçu des informations, parfois très précises, sur de nouvelles vagues d'arrestations, torture, éxécutions sommaires et "disparitions". Nous connaissons les noms et les circonstances de l'emprisonnement de 103 personnes, dès janvier 1989, dont au moins 7 ont été executées. Nous sommes conscients que ceci ne réprésente qu'une petite partie de toutes les arrestations et mauvais traitements dont les timorais sont constamment les victimes, car tous ceux qui collectent et distribuent de l'information sur les violations des droits de l'homme risquent la mort.

Nous attirons votre attention sur l'intervention d'Amnesty International devant le Comité de Décolonisation, à New York, au début de cette semaine (le 14 août 1989): "Il y a toujours des limitations significatives en ce qui concerne l'accès à l'information, ce qui rend le recueil de l'information sur les droits de l'homme difficile. Les communications postales et

MIEC-IMCS
171, rue de Rennes
F - 75006 Paris (France)
tél. 544 70 75

MAILING ADDRESS
PAX ROMANA
B.P. 85
CH - 1211 Genève 20-CIC
(Switzerland)

MIIC-ICMICA
37-39, rue de Vermont / B.P. 85
CH - 1211 Genève 20-CIC
tél. 022 / 33 67 40

téléphoniques continuent sous surveillance, et la presse travaille sous des orientations très strictes, ce que le gouvernement justifie en termes de sécurité nationale. Les visites des délégations étrangères sont soigneusement controlées et des organisations internationales des droits de l'homme, y compris Amnesty International, n'ont pas encore réussi à visiter le territoire. Malgré ces difficultés, Amnesty International a reçu des rapports sur de graves violations des droits de l'homme, y compris des emprisonnements massifs pour des raisons politiques, des jugements sans garanties, de la torture de prisonniers aux mains de la police et des militaires, des éxécutions sommaires, de l'emprisonnement incomunicado et des 'disparitions'."

Il faut bien noter, Monsieur le Président, que cette violation massive des droits de l'homme au Timor Oriental dure depuis près de 14 ans. Plusieurs sources crédibles et indépendantes estiment que plus de 200 000 timorais, soit 1/3 de la population, ont perdu la vie après l'invasion indonésienne du territoire. Nous sommes face à une politique de génocide qui continue toujours, malgré les promesses et les apparences.

Beaucoup de ces personnes arrêtées cette année sont des jeunes - ce qui signifie que les autorités occupantes ne sont pas si sûres des sentiments de cette génération qu'elles voudraient totalement intégrée.

En effet, le gouvernement indonésien a dépensé beaucoup d'argent et il a fait de gros efforts pour montrer qu'il accordait énormément d'importance au "développement" du Timor Oriental. Quand les visiteurs étrangers arrivent, on leur montre les nouveaux bâtiments,, les nouvelles routes, les nouvelles écoles pour les enfants. Depuis toujours, les timorais ont expliqué que tout cela n'était pas fait por leur bien, mais pour apporter du secours à la guerre contre la résistance timoraise et de l'appui aux militaires et aux colons indonésiens qui envahissent le territoire.

Les timorais, eux, se sentent discriminés dans leur propre patrie. C'est pourquoi les étudiants ont organisé d'importantes manifestations en 1987 et 1988: ils demandaient le droit à l'accès à l'école et à l'emploi.

Finalement, c'est le gouverneur du Timor Oriental lui-même, M. Carrascalao, qui vient d'éclaicir cette situation. Le quotidien indonésien 'Jakarta Post' du 5 août 1989 publie des déclarations du gouverneur selon lequel "la malaria est encore endémique dans la province" et 70% de la population du Timor Oriental souffre de la tuberculose. En plus, "le gouverneur a dit que des 61 districts de la province, il n'y avait des médecins que dans 40 districts. Il n'y a que 35 sages-femmes dans toute la province et le nombre du personnel paramédical est aussi petit". Le journal cite encore M. Carrascalao quand il écrit: "Au Timor Oriental, où le pourcentage d'analphabetes est encore près de 92%, une grande partie de la population vit au-dessous de la ligne de pauvreté et le chômage est extrêmement élevé.".

Monsieur le Président

Le 6 février 1989 l'Administrateur Apostolique de Dili, Mgr. Ximenes Belo, a addressé une lettre au Sécrétaire Général des Nations Unies que nous considérons d'une haute importance. Dans cette lettre, Mgr. Belo rappelle que "le processus de décolonisation du Timor portugais n'est pas encore achevé par les Nations Unies

et il serait bon de ne pas le laisser dans l'oubli. C'est pour cela que (...) en tant que responsable de l'Eglise Catholique et comme citoyen de Timor, je viens vous demander, M. le Sécrétaire Général, de mettre en route à Timor le processus de décolonisation le plus normal et démocratique, qui est la réalisation d'un REFERENDEUM. Le peuple du Timor doit être entendu par un plébiscite sur son avenir. Jusqu'à maintenant le peuple n'a pas encore été consulté. Ce sont les autres qui parlent au nom du peuple. C'est l'Indonésie qui dit que le peuple de "Timor-Timur" a déjà choisi l'intégration, mais le peuple de Timor lui-même n'a jamais dit cela. Le Portugal veut laisser au temps le résolution du problème, et pendant ce temps nous mourons comme peuple et comme nation."

Monsieur le Président

La réaction des autorités indonésiennes, qui ne pouvaient pas ignorer le fait que cette lettre avait été publiée par la presse internationale, a été de dire que les points de vue exprimés par Mgr. Belo n'étaient que des avis personnels, car le peuple timorais pensait de toute évidence autrement. Or, Pax Romana vient de recevoir un document écrit au nom du clergé de Dili appuyant l'Administrateur Apostolique de Dili:

"Nous avons accompagné depuis le début, par une réflexion attentive et objective, tout ce qui concerne notre évêque, partageant pleinement ses sentiments, désirs et appréhensions, et maintenant de plus près ses souffrances. Le moment est venu de rompre le silence. Nous ne demandons pas l'autorisation de parler, nous demandons qu'on nous reconnaisse le droit d'être entendus. (...) Dans sa lettre l'Administrateur Apostolique parle en son nom personnel et comme chef de l'Eglise de Timor. S'il parle comme chef de l'Eglise locale, en plein accord avec la doctrine de l'Eglise et les récents enseignements pontificaux, comment peut-on nier le pois et la force qui viennent de som ministère apostolique dans ce territoire, en union intime avec le peuple durant toutes ces années au long desquelles l'Eglise a toujours été aux côtés du peuple, surtout dans les moments difficiles, critiques et dramatiques de sa vie de peuple opprimé, sans voix pour parler et por exprimer ses véritables sentiments. (...) Nous espérons que notre appel et notre explication aident les pouvoirs publiques et les personalités éclésiastiques à comprendre ce que sentent l'Eglise et le peuple de Timor et qui est exprimé dans la lettre de l'Administrateur Apostolique de Dili datée du 6 février 1989".

Monsieur le Président

Nos paroles sont celles que nous venons d'écouter. Nous aussi, nous faisons appel à cette Sous-Commission pour qu'elle écoute les souffrances, les voeux et les droits du peuple du Timor Oriental et en agisse en conformité.

PAX ROMANA

MIEC-IMCS — Mouvement International des Etudiants Catholiques
International Movement of Catholic Students

MIIC-ICMICA — Mouvement International des Intellectuels Catholiques
International Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs

Consultative status with the Economic and Social Council of the United Nations and with UNESCO

PAX ROMANA'S INTERVENTION AT THE 41ST SESSION OF THE SUB-COMMISSION ON PREVENTION OF DISCRIMINATION AND PROTECTION OF MINORITIES IN GENEVA

Item No. 9(a) : "Question of Human Rights of Persons subjected to any form of detention and imprisonment."

Dated : Geneva, August 28, 1989

Tang Fong Har
on behalf of
PAX ROMANA (ICMICA/IMCS)

MIEC-IMCS
171, rue de Rennes
F - 75006 Paris (France)
tél. 544 70 75

MAILING ADDRESS
PAX ROMANA
B.P. 85
CH - 1211 Genève 20-CIC
(Switzerland)

MIIC-ICMICA
37-39, rue de Vermont / B.P. 85
CH - 1211 Genève 20-CIC
tél. 022 / 33 67 40